

DEVELOPPEMENT ET MONDIALISATION : EVITER LA TYRANNIE DE L'ECONOMIE

*Christian Comeliau*¹

La société mondiale est en transformation rapide : elle est marquée par un accroissement considérable de la richesse globale, mais aussi par les ravages de diverses crises (économiques, financières, sociales, écologiques, politiques), par l'aggravation des inégalités, par la persistance de nombreuses formes de misère, d'exploitation et de violence. Au total, en dépit de progrès spectaculaires dans les niveaux de vie, cette société garde de nombreuses composantes éthiquement inacceptables, et sa viabilité même dans la longue durée se trouve menacée. Dans un tel monde, la réflexion sur le « développement » demeure donc plus nécessaire que jamais. Les observations ci-dessous insistent sur ce qui paraît constituer une exigence préalable à la compréhension de ces problèmes, celle d'une réflexion en profondeur sur le contexte de pensée et d'action qui conditionne les perspectives du développement mondial.

Un développement dévoyé par un système.

Pour l'essentiel, l'aspiration au « développement » consiste à libérer la société des hommes des aspects les plus inacceptables et des menaces les plus graves sur son avenir - misère, violence, injustices, destruction du cadre naturel - et à améliorer progressivement les conditions dont dépend la satisfaction de besoins considérés comme prioritaires (matériels ou autres). Cependant les autorités publiques, les grands acteurs économiques et les techniciens qui les appuient, loin de proposer un discours centré sur ces besoins prioritaires concrets, parlent avant tout de « croissance économique », c'est-à-dire de l'augmentation indéfinie des quantités de marchandises et de revenus.

Personne n'est entièrement dupe, bien sûr, de ces simplifications abusives ; divers travaux cherchent à y remédier, mais on ne dispose toujours pas d'une approche alternative satisfaisante. Il faut souligner l'une des raisons principales de cette conception simpliste : c'est l'émergence progressive, depuis deux ou trois siècles et à partir de l'Europe occidentale, d'un véritable *système mondial*, qui prétend imposer sa logique à l'ensemble du monde, et qui y réussit pour l'instant assez largement. La logique dominante de ce système peut être résumée, à partir de son histoire et de sa physionomie actuelle, comme une logique individualiste - ou, plus précisément, comme une logique *centrée sur des intérêts particuliers* plutôt que sur des intérêts collectifs - et comme une logique essentiellement *préoccupée d'économie*, c'est-à-dire axée sur l'organisation de moyens rares pour atteindre des objectifs principalement matériels de production, de consommation, d'échange, et plus largement de puissance. Ces préoccupations se traduisent par la recherche incessante du progrès technique, par le productivisme et l'expansionnisme sans limite, et par la prédominance systématique

¹ Economiste, professeur honoraire à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement de Genève, auteur de divers ouvrages dont les trois suivants sont directement en rapport avec les thèmes traités ici : *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, Seuil, Paris, 2000 ; *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Seuil, Paris, 2006 ; *L'économie contre le développement ? Pour une éthique du développement mondialisé*, l'Harmattan, Paris, 2009. Voir aussi, sous la direction du même auteur : *Développement durable et responsabilité citoyenne*, Le comptoir des idées, Editions Privat, Toulouse, 2012.

accordée aux mécanismes du marché (demande solvable, profit et concurrence). D'où la conception, présentée comme universelle, d'un « progrès » de l'humanité qui dépendrait principalement de l'accumulation de richesse monétaire (puisque celle-ci devient l'instrument obligé d'accès à la satisfaction des besoins), de la production de marchandises, de l'échange généralisé, de l'acquisition privative d'une quantité sans cesse accrue de biens matériels, et enfin d'une consommation sans limite et sans souci des équilibres des écosystèmes.

Cette description sommaire révèle bien le *caractère extrêmement réducteur de la conception de l'homme et de la société* qui sous-tend cette « civilisation » en voie de mondialisation : réducteur par rapport à d'autres formes de civilisation qui ont brillé dans le passé ; mais réducteur aussi, et plus profondément, par rapport aux potentialités de la condition humaine. Car l'homme est à la fois personne individuelle et être social ; il est à la fois plongé dans la matière, et hanté par le désir de s'en dégager à travers la spiritualité et la transcendance ; il a vocation à dominer la matière, mais il ne peut ignorer les lois de conservation de cette matière ; il aspire à l'universel, mais au nom de quoi pourrait-il imposer à d'autres ses propres conceptions ?

A mon sens, *c'est précisément ce réductionnisme illégitime du système mondial qui explique son incapacité intrinsèque à fonder un progrès réel dans l'épanouissement des individus et des sociétés*. L'« obsession de l'économie » qui caractérise ce système doit donc être dépassée. Et ce dépassement est possible.

Resituer l'économie dans la société

Ne tombons pas dans l'angélisme irréaliste, en affirmant que l'approche économique de l'organisation sociale est inutile, ou qu'elle est devenue tellement nocive qu'il est préférable d'y renoncer. Je veux seulement montrer que *notre obsession des préoccupations économiques procède d'une dérive majeure, qui consiste à confondre les moyens et les finalités*. Je me borne à proposer ici trois points de repères préliminaires pour une réflexion que j'aimerais poursuivre collectivement.

Le premier rappelle *l'objet de la discipline économique*. L'économie n'a pas vocation à déterminer les finalités de l'activité humaine : elle propose une méthode pour réaliser au mieux les objectifs que les hommes souhaitent se donner, compte tenu de leurs préférences individuelles ou collectives et des règles de vie sociale qu'ils se sont données, en combinant, de la manière la plus efficace possible, les moyens rares dont ils disposent. *L'économie est donc au service de la société et de ses objectifs, et non l'inverse* : c'est seulement à partir d'une erreur de raisonnement – qui s'explique par la prédominance des mécanismes de marché et l'idée que, dès lors que tout s'achète, la seule règle importante est de maximiser le revenu individuel – que les préoccupations de croissance, de rentabilité et de concurrence se substituent au choix des finalités de l'homme et de la société. Mais c'est bien ce que notre système propose en pratique. D'où la nécessité d'une distinction essentielle : il ne faut pas confondre *les choix de finalités* - qui dépendent de jugements de valeurs sur ce qui est souhaitable dans la vie individuelle et sociale, et que l'on peut appeler pour cette raison les choix politiques ou éthiques – avec les choix économiques et techniques, qui portent, eux, sur *les choix des moyens* les plus adaptés à la réalisation de ces finalités, et qui procèdent ainsi d'une rationalité purement instrumentale. L'importance de la distinction provient, bien sûr, de ce qu'elle renvoie à des critères de choix différents.

Dans la pratique, bien sûr, cette distinction n'est pas toujours claire, et elle peut conduire à des dilemmes difficiles à trancher. Un deuxième point de repère devient ainsi nécessaire : lorsque les soucis de finalités et de moyens paraissent difficilement compatibles, il faut se donner *une règle de priorité* pour mieux apprécier les enjeux des choix en présence. Il n'est certes pas possible d'ignorer les contraintes économiques, mais il faut admettre aussi que la raison d'être de tout effort d'organisation du progrès est celle de la poursuite des finalités de ce progrès, et non celle du respect d'une quelconque orthodoxie économique, dont il faut affirmer qu'elle est par définition *subordonnée* aux finalités sociales.

D'où un troisième point de repère pour éviter le simplisme : c'est la nécessité de *méthodes d'élaboration nouvelles des stratégies de développement*, avec au moins deux composantes : le rejet des pratiques actuelles de référence exclusive au critère de la rationalité économique (confondue, de plus, avec le critère de la rationalité *marchande*) ; la nécessité de promouvoir une *approche politique de l'élaboration des stratégies de développement*, et donc la mise en œuvre d'un véritable *débat politique* à leur propos.

Mais ces principes et ces méthodes ne sont guère du goût de la technocratie qui nous gouverne, sans doute parce qu'elle défend certains intérêts particuliers, et parce qu'elle est imprégnée d'une idéologie plus ou moins consciente. Il faut donc poursuivre, et affiner, la recherche des exigences de ce renouveau.